

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

Mandat de commissariat aux comptes de l'IRCANTEC

1. ELEMENTS DE CONTEXTE

Le Groupe est constitué de la Caisse des Dépôts – établissement public créé par la loi de 1816 qui assure des missions historiques au service de l'intérêt général –, et de filiales et participations stratégiques qui interviennent dans le domaine concurrentiel. Placée sous la surveillance et la garantie du Parlement, la Caisse des Dépôts est la seule institution financière en Europe à pouvoir se prévaloir de la protection du Parlement.

Acteur responsable, la Caisse des Dépôts et ses filiales et participations stratégiques constituent un groupe public, investisseur de long terme qui s'engage au quotidien à réduire les inégalités territoriales et sociales pour faire grandir la France.

1.1. Les missions générales de la Caisse des Dépôts

Aujourd'hui, la Caisse des Dépôts organise son intervention autour de 5 grands métiers : les retraites, et la formation professionnelle, les gestions d'actifs, le suivi des filiales et des participations, le financement des entreprises (avec sa filiale Bpifrance) et la Banque des Territoires.

Le soutien aux projets des territoires : la Banque des Territoires propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques. Elle est un point d'entrée unique et s'adresse à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles, avec l'ambition de lutter contre les inégalités sociales et les fractures territoriales. La Banque des Territoires est une marque déployée dans les 16 directions régionales et les 35 implantations territoriales de la Caisse des Dépôts.

Les filiales CDC Habitat et la Scet participent à cette offre au service des territoires.

Le financement des entreprises : Bpifrance a pour mission de dynamiser et rendre plus compétitive l'économie française. Partenaire de confiance des entrepreneurs, elle est l'acteur public incontournable du financement et de l'accompagnement des entreprises, en France comme à l'international. La banque intervient à leur service selon différentes modalités : prêts, garanties, prises de participations, conseil et accompagnement.

Retraites et solidarité : la Caisse des Dépôts est un acteur majeur de la cohésion sociale, assurant un rôle dans la qualification professionnelle de 33 millions de Français et contribuant au défi du régime universel des retraites. Elle a aussi la charge du nouveau Compte personnel de formation.

La gestion d'actifs permet à la Caisse des Dépôts de financer et d'accompagner des projets d'intérêt général sur tous les territoires. Le Groupe contribue au financement de l'économie française avec une prise en compte toujours plus forte des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG).

Les participations stratégiques : les revenus des filiales et les dividendes issus des participations stratégiques viennent soutenir les missions d'intérêt général. La Caisse des Dépôts gère son portefeuille de filiales et participations sur la base de trois critères : son intérêt patrimonial, l'intérêt à long terme des entreprises concernées, de leurs clients et de leurs collaborateurs, et l'intérêt général.

Le Groupe compte près de 120 000 collaborateurs dont 6 500 pour l'Établissement public.

➤ **Les directions opérationnelles :**

- La Banque des territoires composée de :
 - ✓ La direction des clientèles bancaires
 - ✓ La direction de l'investissement
 - ✓ La direction des prêts
 - ✓ La direction du réseau
 - ✓ La Scet
 - ✓ CDC Habitat
- Bpifrance
- La direction des gestions d'actifs
- La direction des politiques sociales
- La direction de la gestion des participations stratégiques

➤ **Les fonctions transversales :**

- La direction des opérations et du pilotage de la transformation opérationnelle
- La direction des finances et de la politique durable du Groupe
- La direction des ressources humaines du Groupe
- La direction des affaires juridiques, de la conformité et déontologie
- La direction des relations institutionnelles internationales et européennes
- La direction de l'audit interne du Groupe
- La direction des risques du Groupe
- La direction de la communication, du mécénat et des partenariats du Groupe
- L'inspection générale et de l'audit du Groupe
- La médiatrice.

Pour plus d'informations : www.groupecaisseledesdepots.fr

1.2. Le rôle de la Direction des Politiques sociales

La direction des Politiques sociales (DPS) assure la gestion d'environ 75 mandats. Les fonds qu'elle gère couvrent notamment près de 7,5 millions d'actifs et plus de 3,5 millions de pensionnés. Elle est en relation avec 75 000 employeurs publics : l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements hospitaliers.

En 2024, elle a perçu 67 milliards d'euros de cotisations et versé 68 milliards d'euros de prestations.

La DPS met ses savoir-faire au service de tous types de régimes de retraite : intégrés (de base et complémentaire), complémentaires et supplémentaires. Elle maîtrise à la fois les techniques d'acquisition de droits par points et par annuités. Elle a l'expertise de l'ensemble des processus : gestion administrative (du recouvrement au paiement des droits), pilotage juridique, technique et financier des régimes, relation avec les bénéficiaires des fonds.

Elle a déployé également ses compétences dans d'autres domaines : la solidarité, les risques professionnels, l'emploi des personnes handicapées, ainsi que des fiducies et fonds hors sphère sociale.

La DPS accélère la modernisation de ses activités de gestion en mettant l'accent sur l'industrialisation, la mutualisation des processus et la dématérialisation des actes de gestion en collaboration étroite avec les employeurs publics. Elle s'attache à atteindre les meilleurs standards de qualité et de performance et s'est engagée dans un programme rigoureux de maîtrise des coûts, en s'appuyant en particulier sur son nouveau modèle de gestion qui lui permet de mesurer objectivement son efficacité, de s'évaluer et de se comparer aux autres gestionnaires en France et en Europe.

La modernisation constante de ses outils de gestion et la performance de son système d'information lui ont permis de répondre à la croissance soutenue de son activité de production, résultant à la fois des évolutions démographiques et de l'obligation réglementaire d'une mise à disposition d'une information aux actifs sur leurs droits à retraite.

L'organisation de la DPS est, pour partie, décentralisée sur trois sites (Angers, Bordeaux et Paris) et comprend une direction des Retraites, une direction de la Formation Professionnelle et une direction Santé et Autonomie. Ces entités sont appuyées par des fonctions mutualisées : direction du pilotage et de l'appui à la performance, direction de la relation clients, direction de la gestion financière et des statistiques et direction innovation et prospective.

1.3. L'Ircantec

L'Institution de Retraite Complémentaire des Agents Non Titulaires de l'Etat et des Collectivités publiques (IRCANTEC) a été créée par le décret n°70-1277 du 23 décembre 1970. Ce régime de retraite complémentaire concerne notamment les agents contractuels de droit public des trois fonctions publiques (Etat, Territoriale et Hospitalière), des employeurs du secteur public ne relevant pas d'un régime spécial de retraite et les élus locaux. Il s'agit d'un régime obligatoire, par répartition et par points, qui concerne près de 2 365 000 pensionnés en 2024.

L'institution est une personne morale de droit privé administrée par un Conseil d'Administration composé de représentants de l'Etat, de représentants des personnels affiliés au régime et de représentants des employeurs. Depuis le décret n°2008-996 du 23 septembre 2008, sa gestion est confiée à la Caisse des Dépôts et Consignations, via la DPS.

En 2024, l'Ircantec a encaissé 4,79 milliards de cotisations normales et versé 4,32 milliards de retraites et capitaux décès.

2. OBJECTIFS DE LA PRESTATION

L'objectif général de la mission du commissaire aux comptes (CAC) désigné par l'Ircantec, objet du présent marché, est de mener à bien les campagnes de contrôle permettant d'émettre une opinion sur les comptes de l'institution pour six exercices comptables successifs, de 2026 à 2031 inclus.

La mission de certification couvre trois domaines principaux : l'audit des comptes, le dispositif de contrôle interne et la revue informatique.

Cette mission est conduite dans le strict respect des obligations s'imposant à la profession des commissaires aux comptes telles que rappelées à l'article 9.3 du CCAP.

3. DETAILS DE LA MISSION ATTENDUE

3.1. Cadre de la mission

Les dispositions du livre IX du code de la sécurité sociale relatives à la protection sociale complémentaire et précisant les modalités de certification des comptes sont applicables à l'Ircantec.

L'Ircantec applique le PCUOSS (Plan Comptable des Organisme de Sécurité Sociale) adapté à ses spécificités selon l'arrêté du 13 mai 2013 paru au journal officiel du 27 juin 2013.

Les travaux d'élaboration des comptes sociaux sont réalisés en interne.

Les comptes sont tenus à l'aide d'un logiciel comptable lié à un système d'informations spécifique à la gestion de l'activité de retraite du régime.

La date de clôture de l'exercice est le 31 décembre. Les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ont été certifiés sans réserve par les commissaires aux comptes.

3.2. Livrables et modalités de restitution

Le titulaire produit chaque année les éléments suivants :

- Au début de chaque audit annuel, une lettre de mission détaillant le programme de travail et le calendrier de remise des différents livrables ci-après, en application de l'article A821-62 du Code du commerce ; cette lettre de mission est validée en concertation avec la DPS ;
- Les travaux intérimaires, portant notamment sur la revue du dispositif de contrôle interne et des systèmes d'information ;
- Les travaux relatifs à l'examen des comptes ;
- Une note de synthèse expliquant l'exhaustivité des travaux relatifs à la fois à la revue intérimaire et à la clôture des comptes, couvrant les trois domaines concernés par la mission de certification : l'audit des comptes, le dispositif de contrôle interne et la revue informatique ;
- Le rapport de certification des comptes de l'exercice N concerné.

De plus, le titulaire s'engage à restituer à l'oral :

- La note de synthèse relative à ses travaux d'audit des comptes aux Directeurs notamment le Directeur de la Retraite et celui de la Gestion Financière et des Statistiques (DGFS) ainsi qu'aux Directeurs de la DPS concernés ;
- La note de synthèse relative à ses travaux d'audit des comptes devant la Commission des Comptes et de l'Audit consacrée à la présentation des comptes annuels de l'exercice N ;
- Le rapport de certification des comptes lors du Conseil d'Administration du régime qui donne son approbation sur les comptes de l'Ircantec de l'exercice N.

Le calendrier de remise de ces livrables est défini dans la lettre de mission précitée et après accord entre les Parties. En tout état de cause, ils sont remis par le titulaire dans un délai de cinq (5) jours ouvrés avant la date de diffusion des dossiers aux participants et membres de chaque instance chargée de les examiner.

Outre ces restitutions, le titulaire participe également aux :

- réunions de lancement des audits avec les services concernés (comptable, contrôle interne et risques, système d'information),
- réunions de restitution au Directeur de la Direction de la Gestion Financière et des Statistiques (DGFS) de la Direction des Politiques Sociales,
- réunions de bilan annuelles avec le Directeur des Politiques Sociales et avec la Direction de la Gestion Financière et des Statistiques (DGFS).

Pour le bon déroulement de ces missions, l'interlocuteur privilégié du titulaire est la direction de la DPS.

4. COMPETENCES DES INTERVENANTS ET EQUIPE DEDIEE

Compte tenu des activités de l'Ircantec, l'équipe intervenante est nécessairement dotée d'une expérience et de compétences adaptées aux secteurs concernés (retraites, organismes de sécurité sociale, etc.). De plus, l'environnement fortement informatisé nécessite de pouvoir s'appuyer sur des compétences d'audit dans les systèmes d'information traitant des volumes importants et d'un haut niveau de complexité.

Le titulaire désigne un interlocuteur unique (associé ou dirigeant) en charge de l'organisation globale de la mission et du reporting associé. Le détail et l'organisation de l'équipe dédiée et la répartition des profils figurent dans le mémoire technique du titulaire.

En tout état de cause, le titulaire garantit que les compétences sectorielles et techniques demandées demeurent stables pendant toute la durée du marché. Si la constitution de l'équipe d'intervention vient à évoluer, le titulaire s'assure que les prestations réalisées n'en subissent aucun préjudice, conformément aux stipulations de l'article 9.2 du CCAP (« Obligations du titulaire »).